

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 46 (2025)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : légère hausse du taux de chômage à 4,85 % en g.a, contre 4,76 % six mois plus tôt
- ❖ Malaisie : hausse de 5,7 % de l'indice production industrielle (IPI)
- ❖ Philippines : taux de croissance de 4,0 % au Q3 2025, le plus bas depuis le Covid

LE CHIFFRE À RETENIR

16,9 %

Taux de chômage des jeunes en Indonésie en août 2025

Région

Croissance soutenue du commerce en ligne

L'e-commerce d'Asie du Sud-Est devrait croître de 16 % en 2025, porté par la généralisation du vidéo-commerce et par le déploiement de fonctionnalités de recommandation basées sur l'IA, selon le rapport e-Economy SEA publié par Google, Temasek Holdings et Bain & Co. La valeur brute des marchandises (GMV) du segment atteindrait 181 Md USD, contre 156 Md USD en 2024, tandis que l'ensemble de l'économie numérique régionale progresserait de 15 % à 299 Md USD. Le vidéo-commerce, moins de 5 % du GMV en 2022, pourrait représenter 25 % dès 2025, dynamisant notamment la mode et les accessoires (27 % du GMV de la catégorie) ainsi que les produits de beauté et de soin (21 %). Les plateformes introduisent également l'IA dans l'expérience d'achat, plus de 60% des consommateurs affirmant que les fonctionnalités basées sur l'IA ont influencé leurs décisions d'achat en ligne. Les autres services numériques maintiennent une trajectoire haussière, avec +14 % pour la livraison de repas (22 Md USD) et +16 % pour les transports (11 Md USD). À l'inverse, le financement des start-up reste faible, avec un financement en hausse de 15% mais toujours en-deçà du pic atteint en 2021 et 191 opérations au premier semestre 2025 contre 305 un

an plus tôt : ce recul du nombre de transactions est attribué à une volatilité macroéconomique accrue et à une stratégie d'investissement davantage orientée vers les levées de fond « late stage ».

Indonésie

Légère hausse du chômage

Le marché du travail indonésien a montré de nouveaux signes de fragilité en août 2025, avec un taux de chômage national en légère hausse à 4,85 % en g.a, contre 4,76 % six mois plus tôt, selon l'Agence de statistiques indonésienne (BPS). Le pays comptait ainsi en août 7,5 millions de chômeurs, dont près d'un tiers en situation de chômage de longue durée. Les jeunes restent les plus touchés, avec un taux de 16,9 % pour les 15-24 ans (16,1 % en février), l'un des plus élevés d'Asie. Si la part de l'emploi formel progresse à 42,2 %, les économistes soulignent que beaucoup de ces postes sont précaires, à temps partiel ou contractuels. Le secteur manufacturier a enregistré près de 700 000 embauches nettes, mais le commerce et l'agriculture ont perdu ensemble près d'un million de salariés.

Les réserves de change de l'Indonésie rebondissent à 149,9 Md USD en octobre

Les réserves de change de l'Indonésie ont augmenté à 149,9 Md USD en octobre 2025, gagnant environ 1,2 Md sur un mois et effaçant la contraction observée en septembre (148,7 Md USD, plus bas niveau depuis juillet 2024, cf. Brèves semaine 41), selon Bank Indonesia. Ce redressement provient principalement d'entrées de capitaux étrangers liées à l'émission d'obligations libellées en renmibi (Dim Sum Bonds), tandis que la banque centrale poursuivait ses interventions pour stabiliser la roupie, proche de 16 700 IDR/USD. Avec une couverture équivalente à 6,2 mois d'importations, le niveau des réserves reste largement au-dessus du seuil international de trois mois.

Malaisie

Renforcement de la montée en gamme dans les semi-conducteurs

Les 5 et 6 novembre 2025, la Malaisie a franchi deux étapes significatives dans le renforcement de son écosystème des semi-conducteurs.

Le 5 novembre, Silicon X, start-up technologique malaisienne, a annoncé la mise sous tension réussie de son premier circuit intégré programmable (FPGA) conçu à Penang, une première en Asie du Sud-Est. Destiné notamment aux systèmes automobiles et aux panneaux LED, ce composant devrait entrer en production au premier semestre 2026 et générer un chiffre d'affaires estimé entre 43,7 et 65,6 M USD sur huit ans. Cette avancée s'inscrit dans le cadre de l'initiative Penang Silicon Design @5KM+, initiée par l'Etat fédéré de

Penang et pilotée son agence de promotion des investissements, InvestPenang.

Le lendemain, le Premier ministre Anwar Ibrahim a inauguré à Cyberjaya un centre avancé de test de puces, présenté comme le premier de ce type en Asie du Sud-Est. Le pôle est situé au sein du Malaysia Semiconductor IC Design Park 2, un parc technologique soutenu par des partenaires internationaux tels que Arm, Synopsys et AWS. Il accueillera également la future académie malaisienne de semi-conducteurs avancés (ASEM), chargée de former 20 000 ingénieurs en dix ans.

Accélération de la production industrielle en septembre

En septembre 2025, l'indice de production industrielle (IPI) malaisien a progressé de 5,7 % en g.a, après une hausse de 4,8 % en août. Cette accélération est principalement portée par la croissance des secteurs minier (+10,2 %), manufacturier (+5,0 %) et, dans une moindre mesure, de l'électricité (+2,8 %). Dans le secteur manufacturier, la dynamique est tirée par les produits électriques et électroniques (+9,1 %) et les denrées alimentaires (+8,7 %). Les industries tournées vers l'exportation voient leur production augmenter moins rapidement que les industries domestiques (+4,8 % contre +5,3 %).

Sur l'ensemble du troisième trimestre 2025, l'IPI enregistre une croissance moyenne de 4,9 % en g.a, confirmant une reprise plus solide de l'activité industrielle par rapport au deuxième trimestre (+2,0 % en g.a). Les instituts de recherche MBSB Research et RHB ont revu à la hausse leur prévision annuelle de croissance pour cet indice (respectivement de 2,0 % à 3,2 % et de 3,2 % à 3,6 %), invoquant un élan soutenu dans les secteurs clés et un environnement commercial plus clair.

Marché du travail stable et dynamique au troisième trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, la population active en Malaisie (17,5 millions) a légèrement augmenté, atteignant 70,9 %, contre 70,8 % au trimestre précédent. L'emploi a cru de 0,7 % sur le trimestre, totalisant 17 millions de travailleurs, tandis que le taux de chômage est resté stable à 3,0 %.

L'emploi reste majoritairement concentré sur les travailleurs semi-qualifiés (56,6 %), suivis des travailleurs qualifiés (30,2 %). Bien que les hommes représentent 63,2 % des emplois, les femmes affichent un niveau d'éducation plus élevé : 42,8 % d'entre elles sont diplômées du supérieur, contre 26,4 % chez les hommes. Le niveau de sous-emploi lié aux compétences reste élevé, à 35,5 % parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

Singapour

Adoption par le Parlement européen de l'accord UE–Singapour sur le commerce numérique

Le Parlement européen a adopté en séance plénière l'accord UE–Singapour sur le commerce numérique, visant à renforcer la prévisibilité et la sécurité juridique des échanges en ligne entre les deux partenaires. Le texte établit des règles contraignantes encadrant le commerce électronique de biens et services, tout en garantissant la protection des données personnelles et la marge de manœuvre réglementaire des autorités. L'accord prévoit la facilitation des transactions numériques via les signatures et l'authentification électroniques, la protection du code source, l'interdiction des transferts forcés de technologie et la simplification administrative grâce à la facturation électronique. Il couvre l'ensemble des flux transfrontières de données, dont la libre circulation devra néanmoins rester conforme au niveau de protection exigé dans l'Union.

Repli des résultats de Singapore Airlines sous l'effet des pertes d'Air India et de la hausse des coûts

Singapore Airlines enregistre un net ralentissement de ses performances au premier semestre de l'exercice 2025/26. Le bénéfice semestriel ressort à 184,7 M USD pour la période close le 30 septembre 2025, contre 573,3 M USD un an plus tôt. Cette baisse s'explique par une hausse des dépenses de 124,7 M USD liée à l'expansion des capacités et à l'inflation, par la contraction du revenu d'intérêts (-75,9 M USD) et par la chute de la contribution des sociétés associées (-307,5 M USD). Depuis décembre 2024, le groupe consolide Air India, dont il détient 25,1 % du capital à la suite de l'intégration de Vistara, et dont les pertes pèsent sur les comptes. Au deuxième trimestre 2025/26, le bénéfice net atteint 40,1 M USD, contre 225,0 M USD un an plus tôt. Le résultat d'exploitation trimestriel progresse néanmoins de 295,9 M USD (+23 %). À l'ouverture du marché le 14 novembre 2025, l'action Singapore Airlines a reculé jusqu'à -3,6 % après la publication des résultats.

Baisse marquée des rendements obligataires soutenue par une offre réduite et une liquidité accrue

Les obligations souveraines singapouriennes enregistrent une forte détente en 2025, le rendement à 10 ans ayant reculé d'environ 100 points de base depuis janvier pour atteindre 1,85 %, et pourrait atteindre 1,60 % d'ici fin décembre selon Barclays Plc. Cette dynamique est alimentée par une contraction de l'offre nette de la dette d'État en cette fin d'année, alors que la recherche d'actifs sûrs alternatifs aux bons du Trésor américain soutiendrait la demande pour les actifs souverains singapouriens, notés AAA. Barclays estime que l'offre nette sur la partie courte s'est également contractée, la Monetary Authority of Singapore ayant émis environ S\$23 Md (17,7 Md USD) de T-bills depuis le début d'année, ce qui serait en ligne avec un volume d'émissions nettes au plus bas depuis 2019. Le ratio prêts/dépôts, à 65,5 % en septembre, demeure proche de son plancher depuis 2021, soutenant une liquidité onshore abondante et

des coûts de financement interbancaire au plus bas depuis juin 2022.

Vietnam

Tenue du 9e Dialogue économique de haut niveau entre la France et le Vietnam

Le 6 novembre 2025 à Hanoï s'est tenue la 9^e session du Dialogue économique de haut niveau entre le Vietnam et la France, co-présidée par le ministère vietnamien des Finances et la Direction générale du Trésor française. Etabli en 2013, ce Dialogue offre un cadre d'échanges sur les sujets structurants de la relation économique entre administrations et experts des deux pays. A l'ordre du jour de cette 9^{ème} session figuraient le bilan macroéconomique, le commerce, les investissements, l'aide publique au développement, le financement, ainsi que la coopération bilatérale dans les transports, l'énergie, l'agriculture, l'environnement, la finance et la banque. Du côté vietnamien, le vice-ministre des Finances Tran Quoc Phuong a salué la France comme « partenaire important », tout en appelant à une mise en œuvre renforcée de l'accord de libre-échange avec l'UE (EVFTA) ainsi qu'à la ratification prochaine de l'accord de protection des investissements (EVIPA). Représentant la partie française, Magali Cesana, cheffe du service des affaires bilatérales à la Direction générale du Trésor a réaffirmé l'engagement de la France à accompagner le Vietnam dans sa transition économique, numérique et énergétique, tout en respectant sa souveraineté. Pour rappel, les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 5,4 Md USD en 2024 (+12,9 % par rapport à l'année précédente). Selon les autorités vietnamiennes, le stock d'investissement français s'élève à 4 Md USD, tandis que les investissements vietnamiens s'élèvent à 40 M USD.

Augmentation du salaire minimum régional à partir du 1er janvier 2026

Le gouvernement vient d'adopter un décret augmentant le salaire minimum régional de 7,2 %, applicable à partir du 1er janvier 2026. Cette hausse représente une augmentation de 250 000 à 350 000 VND (environ de 9,5 USD à 13,3 USD) par mois par rapport aux niveaux actuels. L'ajustement du salaire minimum est segmenté par région (zones 1 à 4) pour tenir compte des différences de coût de la vie et de développement économique entre les 4 régions du pays. Selon les régions le salaire minimum oscillera entre 3 700 00 VND (environ 141 USD) et 5 310 000 VND (environ 202 USD).

Vers une simplification des procédures d'investissements pour les investisseurs étrangers

Dans le cadre de la 10^e session de sa 15^e législature (du 20 octobre au 11 décembre 2025), l'Assemblée nationale vietnamienne a examiné le 11 novembre le projet de la loi modifiée sur l'investissement, qui vise à réduire le nombre de projets nécessitant une approbation préalable, à simplifier les procédures

administratives et à renforcer la décentralisation dans la gestion des investissements. Selon le texte, l'approbation préalable par le Premier ministre ou par le Président du comité populaire des provinces ne serait désormais exigée que pour les projets relevant de secteurs sensibles, notamment les ports maritimes, les aéroports, les télécommunications, la presse, pour les projets utilisant des terrains en dehors des zones ou parcs industriels et enfin pour les projets présentant un impact majeur sur l'environnement ou la sécurité nationale. Concernant les investisseurs étrangers, la réforme propose que ceux-ci puissent créer une entreprise sans attendre l'obtention du certificat d'enregistrement d'investissement, ce qui représente une simplification significative des procédures d'entrée sur le marché vietnamien. Par ailleurs, le projet de la loi modifiée redéfinit également les secteurs bénéficiant d'incitations à l'investissement, en privilégiant notamment les technologies numériques, les semi-conducteurs, l'économie circulaire et les énergies renouvelables.

Thaïlande

Levée de bouclier des représentants du secteur privé contre des projets loi de protection environnementale et des travailleurs

Le Comité conjoint du commerce, de l'industrie et des banques (JSCCIB) a enjoint les parlementaires à revenir sur trois projets de loi de protection environnementale et des travailleurs, qui risqueraient de réduire la compétitivité de la Thaïlande dans un contexte de ralentissement de l'activité selon le JSCCIB. Le *Clean Air Act* vise à réduire la pollution de l'air, et en particulier l'émission de particules fines PM2.5, et prévoit des peines allant jusqu'à 50 M THB et 2 ans d'emprisonnement en cas de non-respect de ses dispositions. La loi sur le fonctionnement des usines prévoit de renforcer les inspections et réintroduire un système d'octroi de licences à durée limitée pour les usines. Ces deux lois ont été approuvées en principe par la Chambre des représentants. Le troisième projet de loi, portant sur le droit du travail, n'a pas encore été soumis à la Chambre, mais pourrait introduire un mécanisme annuel d'augmentation du salaire minimum. Le JSCCIB demande ainsi une étude d'impact réglementaire avant la promulgation de ces lois.

Renforcement des contrôles d'origine sur les exportations vers les Etats-Unis

Le ministère du Commerce a annoncé un plan de renforcement des contrôles d'origine sur les exportations vers les Etats-Unis, afin de se conformer aux nouvelles exigences américaines formulées dans le cadre des négociations commerciales. Pour rappel, dans le cadre du pré-accord conclu entre la Thaïlande et les Etats-Unis, les marchandises dites réexportées sont soumises à un droit ad valorem de 40 %, contre 19 % pour les droits de douane 'réciproques' appliqués à la Thaïlande. Ainsi, le programme *RVC-Up: Boost Thai Local Content, Expand US Market* prévoit (i) un système d'IA pour

automatiser davantage la certification des produits de la direction du Commerce extérieur, dont le volume mensuel doit passer de 90 à 8 000 dossiers (ii) la formation des exportateurs aux nouvelles règles d'origines en collaboration avec la Fédération des industriels (FTI), la Chambre de commerce thaïlandaise et l'Association des exportateurs (TNSC) et (iii) des prêts à taux réduit pour les entreprises augmentant leur contenu local, en coordination avec le Bureau de la politique budgétaire (FPO) du ministère des Finances. Ce programme doit toucher 6000 exportateurs. Le coût pour 2026 serait limité à 240 kUSD (7,6 M THB).

Parallèlement, un Comité de gestion et de lutte contre les entreprises étrangères illégales a été créé le 22 octobre 2025 et doit cibler les entreprises étrangères opérant illégalement via des structures de prête-noms pour bénéficier indûment de l'origine thaïlandaise.

Renforcement des exigences d'emploi local pour les projets de centres de données

Le *Board of Investment* (Bol) a révisé ses dispositifs de soutien aux implantations de centres de données (DC) en Thaïlande. Les projets de DC approuvés par le Bol devront désormais employer 50 % de « cadres et experts » thaïlandais sous trois ans. Cette exigence s'ajoute à plusieurs dispositions propres aux projets de DC en matière de normes de constructions et de services, d'efficacité énergétique et des systèmes de gestion de l'eau et de développement des compétences.

Philippines

Le taux de croissance des Philippines atteint +4,0 % au troisième trimestre 2025, son taux le plus bas depuis la pandémie de Covid19

Le taux de croissance philippin atteint +4,0 % au troisième trimestre 2025, contre 5,2 % au T3 2024, enregistrant ainsi son plus bas niveau depuis la pandémie (-3,8 % au T1 2021). Ce ralentissement relatif s'explique principalement par une décélération de la consommation des ménages (+4,1 % contre +5,2 % au T3 2024), qui reste le principal moteur de la croissance (72,9 % du PIB). La formation brute de capital fixe enregistre également une contraction à -2,8 % (contre +12,8 % au T3 2024), reflétant notamment le ralentissement du secteur de la construction (-0,5 %) suite au récent scandale de corruption entraînant le gel des dépenses publiques dans les infrastructures. Du côté sectoriel, les services (66,7 % du PIB) et l'industrie (25,9 %) enregistrent un ralentissement avec respectivement +5,5 % (soit -0,8ppt en g.a) et +0,7 % (-4,3ppt). L'agriculture affiche pour le troisième trimestre consécutif une performance supérieure à celle de 2024 (+2,8 % contre -2,7 %), expliquée par la forte contraction du secteur l'an dernier liée aux aléas climatiques. À noter toutefois qu'à prix courants, la contribution du secteur au PIB reste négative (-3,9

%) en raison de la baisse des prix agricoles.

Le peso philippin chute à 59,17 pour un dollar, son plus bas niveau historique

Alors qu'une dépréciation tendancielle du peso se dessine depuis le mois de mai 2025, mercredi 12 novembre 2025, le peso a atteint son taux de change le plus faible contre le dollar depuis le début de l'année 2025 : 59,17 PHP pour 1 USD. Ce taux vient ainsi dépasser le précédent record de l'année (59,13 PHP pour 1 USD), atteint seulement deux semaines auparavant, le 28 octobre. Cette dépréciation reflète d'une part une perte de confiance des investisseurs face à la performance décevante du taux de croissance philippin au troisième trimestre (cf. ci-dessus), elle-même liée au récent scandale de corruption du gouvernement et d'autre part l'écart croissant entre les taux directeurs de la FED, et ceux de la BSP, baissés déjà à quatre reprises de 25 pdb cette année (actuellement à 4,75%). Les effets sur l'économie philippine sont contrastés : si cette dépréciation pèse sur le coût des importations dont le pays dépend fortement, elle améliore la compétitivité-prix des exportations philippines. Elle renforce par ailleurs le montant des transferts de fonds des travailleurs philippins à l'étranger (8,3% du PIB), majoritairement libellées en dollars pouvant ainsi soutenir la consommation des ménages.

Le Japon accorde un don de 11 M USD pour la fourniture d'équipements rizicoles dans la province d'Isabela

Le 16 octobre dernier, le gouvernement japonais a signé un accord avec les Philippines dans le cadre de son programme « Economic and Social Development », prévoyant un don de 1,7 Md JPY (11 M USD) destiné à la fourniture d'équipements de traitement post-récolte du riz dans la province d'Isabela (systèmes de séchage, de stockage et de mouture). Ce nouveau financement japonais renforce la solidité de la relation bilatérale : en 2024, le Japon était le premier créancier des Philippines et son deuxième investisseur. Le projet vise à réduire les pertes post-récolte et à renforcer la chaîne de valeur rizicole, un enjeu stratégique pour un pays, premier importateur mondial de riz avec 4,7 millions de tonnes en 2024. Outre les pertes post-récolte, cette dépendance s'explique par une productivité limitée des cultures, estimée à 4,2 tonnes métriques par hectare en 2023, contre 5,5 tonnes au Vietnam et 5,2 tonnes en Indonésie.

Cambodge

Tourisme en berne

Le Cambodge a accueilli environ 4,3 M de touristes étrangers sur les neuf premiers mois de 2025, soit une baisse de 8,8 % par rapport à l'an dernier, selon le ministère du Tourisme. Thaïlande, Vietnam et Chine restent les principales origines, avec respectivement 979 000, 906 000 et 889 000 visiteurs. Les arrivées thaïlandaises (-36 %) et vietnamiennes (-7 %) reculent, tandis que celles des Chinois bondissent de 46 %. En 2024, le pays avait reçu 6,7 M de visiteurs, pour 3 Md USD de recettes, soient 9 % du PIB. La baisse actuelle s'explique notamment par le conflit avec la Thaïlande, ayant entraîné la fermeture de leur frontière ; la chute est particulièrement nette depuis juillet. Pour y remédier, le gouvernement multiplie les accords de coopération touristique, récemment avec le Brésil (premier pays sud-américain à en signer un) et avec l'Iran par exemple. Néanmoins, les tensions frontalières persistantes avec la Thaïlande risquent de freiner le tourisme et de peser sur les services au second semestre et au-delà. Et la signature d'accords ne sera sans doute pas suffisante.

Commerce en plein essor, déficit en hausse

Selon les douanes cambodgiennes, le commerce extérieur s'élève à 50 Md USD au cours des dix premiers mois de 2025. Les exportations atteignent 22 Md USD (+12 % en g.a) et les importations 24,6 Md USD (+16 %), traduisant un commerce en expansion ; un déficit croissant aussi, à 2,2 Md USD en septembre 2025 (contre 1,2 Md USD un an plus tôt). Le secteur textile reste le pilier du commerce (46 % des exportations). On observe toutefois une diversification croissante : riz paddy et blanchi (plus d'1 Md USD), noix de cajou (790 M USD) et bicyclettes (408 M USD). Les échanges avec les principaux partenaires évoluent de manière contrastée. La Chine reste le premier partenaire commercial du Cambodge (15 Md USD en 2024, soit 27,7 % du total), au prix d'un premier déficit commercial du Royaume, qui se creuse encore (légère baisse des exportations). Les États-Unis conservent la deuxième place (près de 10 Md USD), soutenus par la vigueur du textile (+23 % en 2025) et un fort excédent du Cambodge. Quant au Vietnam, troisième partenaire avec 8 Md USD d'échanges, son excédent s'accroît, notamment du fait d'un léger recul des exportations cambodgiennes.

Le Cambodge séduit les investisseurs ?

Le Conseil pour le développement du Cambodge a annoncé une progression spectaculaire des investissements sur les dix premiers mois de 2025. 575 projets ont été approuvés entre janvier et octobre (+ 66 % par rapport aux dix premiers mois de 2024) et leur valeur progresse aussi (+ 67 % par rapport aux dix premiers mois de 2024). Sans surprise, le secteur manufacturier domine toujours, porté par les zones économiques spéciales et l'exportation. Des projets d'énergies renouvelables sont portés par le solaire et l'hydraulique. La Chine reste la principale source d'IDE (49,2 % des capitaux annoncés). Sur le plan géographique, Kampong Speu mène le développement industriel (130 projets), suivie de Svay Rieng (129), Phnom-Penh (68), Takeo (59), Koh Kong (50) et Sihanoukville (45). La dynamique avait déjà commencé en 2024 avec 414 projets totalisant 6,9 Md USD (+40 % par rapport à 2023) et pourrait se poursuivre si le pays améliore la transparence des procédures et poursuit les réformes administratives.

Laos

Amélioration du solde budgétaire malgré un contexte économique contraint

Le Laos enregistre un redressement notable de ses finances publiques, la dette publique ayant été ramenée de 130 % du PIB en 2023 à environ 88 % en 2025 grâce à des mesures de consolidation budgétaire combinant négociations de service de la dette, émissions d'obligations, restructurations de prêts et limitation des nouveaux emprunts peu efficaces, selon une annonce du Premier ministre du 10 novembre.

Les réformes fiscales menées sur la période 2021-2025 ont porté les recettes à 18,65 % du PIB, au-dessus de l'objectif quinquennal de 17 %, et transformé un déficit de 1 % du PIB (10,5 kM LAK, soit 483,2 M USD) en un excédent de 1,4 % (18,39 kM LAK, soit 846,2 M USD). Malgré un stock de dette encore élevé, le premier ministre estime que « la crédibilité du gouvernement s'est progressivement améliorée », en témoigne le relèvement de la notation souveraine par S&P de CCC- à CCC+ en octobre 2025.

En 2025, la croissance devrait atteindre 3,7 % (Banque mondiale), dans un contexte de fragilités macroéconomiques liées notamment à la faiblesse de la demande intérieure, aux contraintes de financement, ou encore aux aléas climatiques. Sur la période 2021-2025, l'économie a progressé en moyenne de 4,24 %, portée par les services et le tourisme (+4,5 %, 36,6 % du PIB), l'industrie et notamment la vente d'électricité (+4,7 %, 32,5 %) ou encore l'agriculture (+2,9 %, 19,4 %).

Restructuration de l'entreprise publique pétrolière et entrée de COMAC au capital de Lao Airlines

Le Laos intensifie la restructuration de ses entreprises publiques, avec la transformation de Lao State Fuel Company (LSFC) en coentreprise public-privé afin d'améliorer son efficacité opérationnelle et sa solidité financière, selon un rapport présenté à l'Assemblée nationale le 13 novembre. LSFC cherche actuellement des partenaires privés disposant des capacités financières requises, tandis que l'État conservera au moins 51 % du capital pour maintenir le contrôle majoritaire. Les autorités prévoient de désigner un cabinet international — KPMG, Deloitte, PwC ou EY — pour appuyer la planification opérationnelle et l'évaluation des actifs. Cette réforme s'inscrit dans une stratégie plus large visant à corriger les pertes persistantes des entreprises publiques, incluant Electricité du Laos, Lao Airlines et Nayoby Bank. Parallèlement, le gouvernement a confirmé que Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC) prendra une participation de 49 % dans Lao Airlines, l'État conservant 51 %. La compagnie nationale exploite déjà deux appareils COMAC C919 livrés fin mars et début septembre, une évolution destinée à renforcer ses capacités tout en intégrant un partenaire industriel étranger dans son actionnariat.

Birmanie

Mise en place d'un comité pour accélérer les investissements des routes de la soie présidé par Min Aung Hlaing

La junte birmane a créé en août 2025 un comité dirigé par son leader, Min Aung Hlaing, pour accélérer la mise en œuvre des projets de la Belt and Road Initiative (BRI) en Birmanie, et en particulier ceux du Corridor économique Chine-Myanmar (CMEC) et des zones économiques frontalières. Il s'agit notamment de relancer les projets de port en eau profonde de Kyaukphyu, et les liaisons ferroviaires entre l'Etat de Rakhine et la province chinoise de Yunnan, clefs pour les importations énergétiques depuis la Chine.

La ministre de l'Investissement et des relations économiques extérieures de la junte Wah Wah Maung a également indiqué que les investissements en renminbi devraient être autorisés, ce qui confirme une annonce similaire faite en septembre par Min Aung Hlaing.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr